

Ministère de la Culture

Mise à disposition temporaire d'espaces privatifs de travail et de services associés pour le compte des agents du ministère de la Culture

CCTP

ARTICLE 1 - CONTEXTE

Dans le cadre d'une opération de travaux, le ministère de la Culture doit procéder au relogement ponctuel et temporaire des agents concernés par le chantier qui se déroulera sur 2026. **Ce relogement démarrera, à titre indicatif, à partir de fin mars 2026.**

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la mise à disposition d'un espace de travail et de services associés pour des agents du ministère de la Culture.

ARTICLE 3 – SURFACE RECHERCHEE

Le ministère recherche un ou plusieurs plateaux de bureaux situés **à moins de 15 minutes à pied du ministère de la Culture (182 rue Saint-Honoré, Paris 1^{er}).**

Les espaces proposés devront permettre d'accueillir **61 postes de travail** répartis en 3 collectifs composés respectivement de 40, 12 et 9 agents. Les espaces mis à disposition, accueillant ces postes de travail, devront être **à usage exclusif du ministère de la Culture**, disposés sur un ou plusieurs plateaux accessibles aux personnes à mobilité réduite, en prenant soin de ne pas séparer l'un ou l'autre des trois collectifs ci-dessus mentionnés.

Le ministère sera attentif au confort et à la fluidité de circulation au sein des espaces proposés pour les agents. La densité d'occupation ne devra donc pas être inférieure à 6 m² par poste de travail. La surface prise en compte est la surface globale de l'espace dédié aux agents du ministère (compris espaces de bureaux individuels et partagés, ainsi que les espaces annexes qui leurs sont directement associés tels que les circulations et paliers, les salles de réunion et autres locaux existants dans cet espace privatisé). Les éventuels espaces mutualisés avec d'autres utilisateurs au sein du bâtiment (salles de réunion partagées) ne sont pas à prendre en compte dans le calcul de la surface.

ARTICLE 4 – ACCUEIL

Les horaires d'accès des agents du ministère au bâtiment seront les suivants : 8h30 – 20h. Le titulaire devra également assurer l'accueil des visiteurs potentiels du ministère de la Culture de 9h à 18h afin de leur permettre l'accès aux réunions organisées par le ministère au sein du bâtiment (gestion des identités et création de badges d'accès).

ARTICLE 5 - CARACTERISTIQUES DE L'ESPACE DE TRAVAIL A USAGE EXCLUSIF DU MINISTERE

L'espace de travail proposé pourra être semi-ouvert. Il comprendra à minima, 4 bureaux individuels, soit deux pour le collectif le plus nombreux et un pour chacun des deux autres collectifs. Chacun de ces 4 bureaux disposera d'une table de réunion pour 4 à 6 personnes. L'espace privatisé devra comprendre au moins une salle de réunion. Il devra également être équipé d'au moins deux cabines acoustiques.

5.1 Typologie des bureaux

Ces espaces privatisés seront composés de 61 postes de travail au total, répartis comme suit :

- Collectif n°1 : 40 postes de travail
- Collectif n°2 : 12 postes de travail
- Collectif n°3 : 9 postes de travail

Les espaces seront meublés et devront comprendre des :

- Tables de travail d'une dimension minimale de 120 cm x 60 cm ;
- Sièges de bureau ;
- 61 casiers individuels.

Le ministère de la Culture installera ses propres imprimantes au sein de l'espace privatisé, et fera son affaire du fonctionnement de ces équipements.

5.2 Salle de réunion

L'espace privatisé comprendra au moins une salle de réunion d'une capacité minimale de 12 personnes équipée de :

- Tables de réunion, chaises ;
- Equipements de visioconférence avec connectique.

5.3 Cabines acoustiques

L'espace proposé comprendra au moins 2 cabines ou petites salles acoustiques bénéficiant d'une excellente isolation phonique, pour pouvoir mener des réunions en petit format ou pour permettre aux agents d'avoir des conversations téléphoniques confidentielles.

5.4 Espace de convivialité

Le plateau privatif devra disposer d'un espace tisanerie (machine à café, bouilloire, micro-ondes et frigidaire). Au cas où les espaces proposés seraient répartis sur plusieurs niveaux, la mise à disposition d'une seule tisanerie serait suffisante.

ARTICLE 6 - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES LOCAUX

6.1 Sûreté/sécurité

Le titulaire doit impérativement fournir un système de contrôle d'accès (badge, code) pour l'accès à l'espace privatisé du ministère de la Culture. Le titulaire aura la charge de la fourniture et de la programmation des badges d'accès. Il sera responsable de la distribution (activation, désactivation) et de la gestion quotidienne des badges/codes pour les agents du ministère.

Le titulaire précisera, dans le CRT, les modalités de sécurité d'accès et de surveillance au bâtiment.

6.2 Réseau wifi

Le titulaire fournira une connexion Wi-Fi. Les locaux devront bénéficier d'une très bonne couverture au réseau mobile Bouygues. Il précisera dans le CRT, le process mis en œuvre pour assurer la sécurité de son réseau.

6.3 Courants forts

Chaque poste de travail doit disposer d'un accès direct et proche à des prises électriques permettant d'approvisionner, sans surcharge et simultanément, six périphériques : un ordinateur, deux écrans, un téléphone portable, une imprimante et un équipement d'éclairage indirect.

6.4 Chauffage et climatisation

Le chauffage et la climatisation des locaux doivent garantir le confort des agents au sein des locaux tout au long de l'année. Tous les coûts liés au chauffage et à la climatisation seront inclus dans le prix.

6.5 Eclairage des espaces

Les espaces devront proposer un confort visuel de qualité. Les postes de travail sont exposés à la lumière naturelle.

6.6 Confort acoustique

Les espaces devront également proposer un confort acoustique performant permettant de travailler dans une ambiance calme permettant la limitation des nuisances sonores entre les différents espaces.

ARTICLE 7 – MODALITES ENTREE - SORTIE

Le titulaire disposera d'un délai maximal d'un mois à compter de la réception du premier bon de commande pour procéder à d'éventuels travaux d'aménagements au sein de l'espace de travail proposé au ministère. Il pourra présenter un délai optimisé plus court dans le cadre du CRT étant rappelé que le ministère souhaite emménager aux environs du 30 mars 2026.

Le titulaire intégrera le chiffrage des travaux éventuels ainsi que la remise en état à la sortie dans l'unité d'œuvre 1 précisée au BPU.

L'unité d'œuvre 2 correspond à une mise à disposition d'un espace de travail et des services associés pour une durée initiale de six mois.

En cas de nécessité, le pouvoir adjudicateur commande l'unité d'œuvre mensuelle, dans la limite d'une durée maximale du marché, à savoir douze mois.

Le ministère doit fournir un préavis d'un mois au titulaire pour l'évacuation complète des locaux.

Le titulaire est tenu de maintenir à disposition les locaux ainsi que l'ensemble des services associés, sans interruption, afin de garantir la continuité des prestations pour l'administration pendant toute la durée du marché.

ARTICLE 8 – INTERVENTION TECHNIQUE ET LOGISTIQUE

8.1 Délai d'intervention

Le titulaire doit être en mesure d'intervenir dans un délai maximal de 24 heures ouvrées en cas de problème technique ou logistique signalé. Le non-respect de ce délai expose le titulaire aux pénalités prévues à cet effet dans le CCAP.

Étant soumis à une obligation de résultat, les coûts liés à l'intervention de son personnel sont inclus dans le prix.

8.2 Déclenchement d'une intervention

La constatation d'un dysfonctionnement est établie par un représentant du pouvoir adjudicateur, qui émet une demande d'intervention par le biais d'un courriel ou d'un appel téléphonique décrivant l'incident. Toute demande d'intervention est confirmée sans délai par le titulaire par écrit.

8.3 Conditions d'intervention

Toute intervention est poursuivie jusqu'à la résolution du dysfonctionnement, dans le respect de la législation du travail en vigueur.

8.4 Horaires d'intervention

Le titulaire devra intervenir du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00, à l'exclusion des jours fériés légaux. Les appels reçus après 18h00 seront considérés comme reçus à 8h00 le jour ouvré suivant.

8.5 Délai d'intervention maximum

Les interventions seront effectuées dans un délai de 24 heures ouvrées au plus tard suivant l'appel téléphonique ou l'envoi du courriel du représentant du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 9 – NETTOYAGE DES LOCAUX

Le titulaire assurera une prestation quotidienne de nettoyage des locaux : bureaux, salle de réunion, sanitaires et tisanerie, en dehors des heures de bureau. Les horaires pourront être précisées dans le CRT.

ARTICLE 10– ORGANISATION ET GESTION DES SERVICES ASSOCIES

Les prestations suivantes (et leurs spécificités/modalités) devront être incluses dans les prix unitaires du BPU proposés par le titulaire :

- Accueil
- Chauffage / climatisation
- Fournitures des fluides (eau, électricité, etc.)
- Accès à un réseau wifi
- Sûreté / sécurité des locaux
- Fourniture et gestion des badges d'accès
- Gestion et collecte des déchets
- Nettoyage
- Service de maintenance et d'entretien des équipements

Les prestations exclues du périmètre du présent marché (à la charge du ministère) sont les suivantes :

- La fourniture, l'installation et la maintenance de l'intégralité du matériel informatique (postes de travail, ordinateurs portables, écrans) ;
- La fourniture, l'installation et la maintenance des imprimantes (y compris les consommables) ;
- La restauration et la mission traiteur ;
- La fourniture des consommables spécifiques destinés au coin tisanerie (café, thé, sucre, etc.) ;
- La mise à disposition d'un service de stationnement pour les vélos, motos ou voitures.